

« Si le monde va mieux, la Suisse sera plus sûre ».

Prise de position sur la réduction prévue par le Conseil des États concernant les fonds destinés à la coopération au développement, 11 juin 2024

Le 4 juin 2024, le Conseil des États a décidé de retirer deux milliards de francs à la coopération au développement et d'augmenter ainsi le budget de l'armée pour les quatre prochaines années. Pour Interaction, association faîtière des organisations chrétiennes de développement, cette décision est incompréhensible : elle met en danger la longue et solide coopération au développement de la Suisse dans de nombreux pays touchés par la pauvreté et l'injustice. Cette décision ne contribue pas à plus de sécurité, mais nuit à la réputation internationale de la Suisse.

Alors que de plus en plus de personnes sont touchées par des crises et des catastrophes naturelles dans le monde, la Suisse ne devrait pas s'éloigner encore plus de l'objectif de l'ONU de 0,7 % du produit intérieur brut pour la coopération au développement. Pour Matthieu Dobler Paganoni, directeur d'Interaction, cette décision est clairement en contradiction avec la tradition humanitaire de la Suisse et ne peut être conciliée avec une position chrétienne et une politique de paix : « Libérer massivement plus d'argent pour l'armée et, en même temps, saigner la coopération au développement dans des proportions historiques ? Cela ne va pas dans le sens d'une Suisse solidaire qui veut s'engager pour la paix et la justice dans ce monde. »

De plus, la sécurité et le développement sont toujours étroitement liés. Il ne faut pas opposer l'armée et la coopération au développement. Car sans développement, il n'y a pas de sécurité durable. Pour apporter une contribution à la sécurité mondiale, les instruments visant à renforcer les droits humains, la promotion de la paix civile ainsi que la coopération au développement et l'aide humanitaire sont bien plus appropriés et durables.

Les économies prévues en faveur de l'armée entraîneraient, avec les contributions pour l'Ukraine, une réduction d'un tiers de la coopération internationale (CI) à partir de 2025 et jusqu'en 2028. En chiffres, cela signifie 500 millions de moins par an pour la CI en faveur de l'armée et 400 millions de moins pour l'aide à l'Ukraine. Ainsi, la Suisse ne pourrait plus contribuer efficacement à la lutte contre la pauvreté dans de nombreux pays et les paiements aux organisations multilatérales seraient également fortement affectés. Conséquence : un préjudice considérable pour la réputation de la Suisse sur le plan international.

Marc Jost, conseiller national PEV et président d'Interaction, lance un appel au Conseil fédéral et au Parlement : « Dans un monde plein de crises et d'incertitudes, c'est une mesure qui manque de vision de ne penser qu'à l'armée. Une aide humanitaire et au développement forte est un facteur de sécurité tout aussi important. Car si le monde va mieux, la Suisse sera plus sûre. »

Interaction espère et demande que le Conseil national corrige clairement l'orientation proposée par le Conseil des États et s'engage pour une politique de sécurité et de paix plus cohérente sur la base d'une coopération au développement forte.

Contacts :

Matthieu Dobler Paganoni, Directeur d'Interaction, 076 580 21 41, matthieu.dobler@interaction-schweiz.ch
Marc Jost, Président d'Interaction, 076 206 57 57, marc.jost@parl.ch

Interaction est l'association faîtière des organisations chrétiennes de développement en Suisse alémanique et en Suisse romande. Avec ses 31 organisations membres, Interaction s'engage pour un monde juste, digne et sûr pour tous les êtres humains.

Interaction

Parkterrasse 10
CH-3012 Berne

info@interaction-schweiz.ch
www.interaction-suisse.ch